

Appel à projets

**Recherche finalisée et innovation
des instituts techniques agricoles**

2013

ITA Pilote : Institut de l'Elevage

Date de début de projet: 01/01/2014

Durée (36 mois maximum) : 36 mois

Thème de l'appel à projets : 3 – Concevoir et évaluer des itinéraires techniques et des systèmes de production durables

Projet présenté par une UMT : Non

Montant total des dépenses (en €) : 374.350

Montant de la subvention demandée (en €) : 299.271

TITRE : Analyse de la durabilité sociale des exploitations d'élevage dans leurs territoires : SOCIEL

Mots clés : durabilité sociale, exploitations d'élevage, indicateurs, travail, territoire

ITA Pilote : Institut de l'Elevage

RESPONSABLE* : Directeur

Nom : MERCERON Joël

Adresse : 149 Rue de Bercy – 75595 PARIS CEDEX 12

Téléphone/fax : 01 40 04 51 50 – 01 40 04 52 75

Mail (où sera adressée la liste des lauréats) : joel.merceron@idele.fr

CHEF DU PROJET :

Le CV du chef de projet est à fournir en annexe

Nom, Prénom : SERVIERE Gérard

Organisme employeur : Institut de l'Elevage

Fonction : Chef de projet – animateur RMT Travail en élevage

Adresse : Cité régionale de l'agriculture, 9 allée Pierre de Fermat – 63170 AUBIERE

Téléphone/fax : 04 73 28 52 23 - 04 73 28 99 21

Mail : gerard.serviere@idele.fr

PARTENAIRES, y compris le pilote

Institut de l'Elevage, Institut technique de l'Aviculture, INRA, VetAgro Sup, Chambres d'agriculture des Ardennes, du Puy-de-Dôme et de la Sarthe, InterAfocg, Isara Lyon, Oxymore - Les ateliers de l'innovation sociale, Acta.

EXPERTS CONNUS SUR LE SUJET*

Michel MARIE (Inra – Mirecourt)

Lionel VILAIN (France Nature Environnement)

Philippe LESCOAT (AgroParisTech)

Pièces à joindre au dossier :

- CV du chef de projet (sans photo)
- Lettres d'engagement des partenaires (une lettre de chacun des partenaires précisant notamment la participation financière prévue)
- Attestation d'affiliation de l'UMT

* Nom et prénom de la personne ayant qualité pour engager l'organisme demandeur

* Ne doivent, en aucun cas faire partie de l'équipe de recherche

RESUME (1 page maximum)

1. Situation du sujet

La prise en compte de la dimension sociale de la durabilité des exploitations, que ce soit pour les opérations de recherche ou dans les outils et démarches de conseil recensés, n'est pas aussi nourrie que pour les dimensions environnementales et économiques (Rosnoblet *et al* 2006, Van Calker *et al* 2007).

Les auteurs s'accordent pour dire que le domaine interne de la durabilité sociale (le travail, son organisation, sa pénibilité, la conception du métier d'éleveur, les congés...) et externe (échanges de matériel et main-d'œuvre entre exploitations, accroissement de la valeur ajoutée sur le territoire) sont interdépendants (Vilain *et al* 2008, Terrier *et al* 2010).

Dans l'analyse de la durabilité sociale d'une exploitation d'élevage et de sa contribution à celle d'un territoire, les enjeux sont donc à la fois individuels et collectifs (Guillaumin *et al* 2009).

2. Objectifs du projet

Notre objectif méthodologique est le renforcement du volet social dans les approches globales des exploitations d'élevage et en particulier la construction d'indicateurs de durabilité sociale.

Notre objectif de développement est de renouveler l'argumentaire sociotechnique sur l'attractivité des métiers de l'élevage et sur la transmissibilité des exploitations ; et par voie de conséquence pour l'avenir des territoires d'élevage. Seront mises en débat localement les différentes façons "vivables" d'être éleveur ; les différentes attentes des acteurs locaux vis-à-vis de l'élevage et les modalités de réponse.

3. Programme de travail

Le projet s'appuiera sur 4 terrains choisis pour assurer une diversité de situations (régions de montagne humide, de polyculture-élevage, pastorale, périurbaine). Une approche transversale sera adoptée pour la construction de la problématique, les méthodes de collecte et d'analyse des données, ainsi que les valorisations.

Le programme est détaillé en quatre actions :

Action 1 : *Elaboration du cadre méthodologique.* Elle comprend la définition collective des contenus et modalités pratiques des enquêtes ainsi que des débats locaux sur les enjeux, du point de vue des éleveurs et des acteurs territoriaux.

Action 2 : *Enquêtes et analyse dans les territoires.* L'analyse des variables informatives de la durabilité sociale issues du Recensement de l'Agriculture 2010 créera une continuité et une cohérence entre l'échelle territoire et l'échelle exploitation. Ensuite, deux séries d'entretiens semi-directifs avec les éleveurs cerneront leur situation individuelle et collective de durabilité sociale. Enfin, des enquêtes auprès d'acteurs locaux aux profils très différents, identifieront les contributions attendues de l'élevage pour la vitalité des territoires.

Action 3 : *Analyse inter-terrains et restitutions locales.* Cette action est centrée sur la synthèse des résultats et la proposition d'indicateurs. Ceux-ci, co-construits avec nos interlocuteurs, seront pour certains spécifiques à un territoire et pour d'autres communs à tous.

Action 4 : *Valorisation et diffusion.* Elles seront scientifiques et opérationnelles. Pour les conseillers et les enseignants, une aide à la structuration d'une démarche d'analyse de la dimension sociale (appelée "banque de ressources") sera formalisée. A la fin du projet, un séminaire sur "Elevage demain et durabilité sociale" poursuivra les échanges entre professionnels et partenaires Recherche – Développement - Formation.

Des agents de développement, des ingénieurs des instituts techniques (ACTA, ITAVI et Institut de l'Elevage), des chercheurs et des experts thématiques (sociologie, économie sociale et développement durable, accompagnement des groupes) constitueront un groupe de projet mixte, tant par les métiers que par les disciplines concernées.

4. Echancier :

Le projet débutera en janvier 2014 pour une période de 3 ans.

I - SITUATION ACTUELLE DU SUJET DE RECHERCHE

1. Synthèse bibliographique permettant de situer le projet (une page maximum)

▪ sur la durabilité des exploitations agricoles

Rosnoblet *et al* (2006) ont recensé au niveau mondial cent cinquante méthodes visant à évaluer la durabilité des exploitations agricoles. En France, la plupart sont produites en partenariat Recherche-Formation-Développement.

La validité d'un calcul de durabilité globale obtenu en faisant la somme des indicateurs (souvent plusieurs dizaines) pris en compte pose question, y compris à ceux qui élaborent ce type d'outils (Bonneau *et al* 2013), car l'importance de chacun des axes dépend du contexte (géographique, technique, économique et aussi politique) et les essais de pondération et d'agrégation (généralement à dire d'experts) demeurent complexes.

Certains outils, par exemple RISE (Grenz et Schneider 2012) ou SAFA (FAO 2012) n'aboutissent pas à une notation "globale" mais selon différents axes de durabilité et paramètrent ceux-ci en fonction des contextes et systèmes locaux. Ils peinent néanmoins à fournir une vision complète et simple de la situation de chaque exploitation.

Les outils diffèrent sur les objectifs de l'évaluation, les échelles d'analyse (la parcelle, l'activité agricole, l'atelier, l'exploitation, le territoire, etc.), les productions concernées, la nature des données collectées, le type d'indicateurs (d'état, simples, agrégés) et leur mode de construction (co-construction ou non) (Lazzeri 2006), les grilles de notation et les valeurs seuils (Peschard *et al* 2004).

▪ sur la dimension sociale

Quelles que soient leur qualité et leur utilité, tous ces outils ne prennent pas en considération de manière équilibrée l'ensemble des axes du développement durable. Rosnoblet *et al* (2006) soulignent la prépondérance des thèmes environnementaux. Guillaumin *et al* (2007) ont élaboré un dictionnaire recensant les indicateurs disponibles dans la littérature pour évaluer la contribution d'une exploitation au développement durable : il montre un déséquilibre entre les indicateurs sociaux et les indicateurs économiques et environnementaux. La durabilité sociale reste ainsi largement moins travaillée (Van Calker *et al* 1997, Lebacqz *et al* 2012).

Les réflexions prospectives sur l'élevage intègrent désormais explicitement un volet sur les évolutions des structures d'exploitation et du travail des éleveurs (Peyraud et Baumont 2010). La prise en compte de la dimension sociale est essentielle pour l'analyse des systèmes d'élevage d'herbivores et de granivores, tant pour comprendre leur fonctionnement et les transformations actuelles que pour envisager les avenir possibles (Dedieu et Servièrre 2012).

De l'avis même des concepteurs d'IDEA, méthode la plus diffusée en France, la dimension sociale est celle qui demande le plus d'approfondissement, notamment en raison de l'évolution rapide et de la complexification des demandes de la société (Vilain *et al* 2008).

▪ sur les articulations entre niveaux individuels et collectif/territoire

Les outils d'évaluation combinent généralement des critères de durabilité restreinte, dite aussi interne et des critères de durabilité étendue, dite externe (Terrier *et al* 2010). Les premiers, à l'échelle de l'exploitation, sont liés aux attentes de l'agriculteur (charge et conditions de travail) et les seconds à la contribution des exploitations aux attentes des collectivités territoriales, des citoyens, des consommateurs (contribution à l'emploi, ouverture aux préoccupations sociétales, traçabilité des produits, etc.).

La durabilité de chacune des exploitations prise individuellement n'est pas garante de celle de l'ensemble du territoire (Allaire et Dupeuple 2004). Les enjeux du développement territorial doivent également être pris en compte pour eux-mêmes (Barjolle *et al* 2008). A l'échelle locale, sont en jeu, en plus des dimensions spatiales, des échanges de matériel ou de main-d'œuvre entre exploitations et des contributions à l'économie locale telles que la création d'emplois ruraux et l'accroissement de la valeur ajoutée des filières agro alimentaires (Deverre et Lamine 2009). Il est donc pertinent de prendre en compte les dimensions collectives dans l'analyse de la contribution d'une exploitation au développement durable ; et aussi de s'intéresser aux complémentarités des groupes d'exploitations à la multifonctionnalité d'un territoire (Guillaumin *et al* 2009).

2. Motivation des demandeurs

Enjeu : contrecarrer la régression de l'activité d'élevage

En élevage les revenus sont modestes, surtout en comparaison avec ceux des grandes cultures, et les évolutions respectives des charges et des prix de vente de ces dernières années augmentent les distorsions entre producteurs (Agreste 2012). Rapportés à l'heure de travail et mis en regard avec ceux des autres catégories socioprofessionnelles, ces résultats traduisent une situation critique pour l'installation de nouveaux éleveurs (Confédération Nationale de l'Elevage 2012).

Les mutations du travail en élevage sont liées aux augmentations continues des tailles des exploitations (Agreste 2011). Elles sont aussi sociologiques car les éleveurs souhaitent de meilleures conditions de vie (Fiorelli *et al* 2012) et s'identifient davantage aux autres catégories socioprofessionnelles (Couzy *et al* 2008). Elles sont également liées aux innovations technologiques visant une plus grande efficacité du temps travaillé (Lokhorst et Koerkamp 2009).

L'identité professionnelle se construit dans le regard des autres (Filloneau 2012). Les contraintes de travail telles que les soins quotidiens aux animaux naguère intégrés, voire "allant de soi", deviennent moins *soutenables* dans une société où la réduction du temps de travail est mise en avant comme un progrès social et dans des familles où le conjoint et les enfants exercent d'autres activités. Une exploitation réputée aujourd'hui "viable économiquement, vivable socialement et respectueuse de l'environnement" n'est pas certaine demain de trouver un repreneur. Dit autrement, une exploitation "qui contribue au développement durable" selon la définition de Holling *et al* (1998, 2001) ne signifie pas qu'elle va se transmettre.

Toutes les filières françaises d'élevage s'inquiètent pour leur avenir, à l'instar des producteurs de viande bovine qui demandent d'"*Enrayer le déclin !*" (Institut de l'Elevage 2013).

La prise en compte des enjeux sociaux est donc fondamentale pour assurer un avenir à cette activité dont l'intérêt économique et environnemental est bien documenté.

Motivation : un argumentaire technique et sociologique pour le métier d'éleveur

Notre projet d'étude sur la dimension sociale de la durabilité des systèmes d'élevage cherche à répondre à la complexification des attentes des éleveurs vis-à-vis de leur situation professionnelle et au devenir de leur métier, et à inventorier celles de la société vis-à-vis de leur activité. Prendre en compte cette dimension dans sa complexité nécessite de repenser les cadres d'analyse des exploitations d'élevage pour proposer de nouveaux indicateurs sociaux. Cette démarche s'inscrit dans la lignée de l'approche systémique des exploitations, au carrefour entre sciences biotechniques et sciences sociales.

Le travail, au centre des enjeux de durabilité sociale, marque profondément les changements techniques. Les éleveurs adaptent les conduites des troupeaux et des surfaces, recomposent les collectifs de main-d'œuvre, modernisent les bâtiments et les équipements (Cournot *et al* 2010). Actuellement, sont à l'étude des dispositifs assurantiels contre les risques, notamment climatiques, encourus par les agriculteurs. En situation d'incertitude les éleveurs peuvent aussi choisir des options techniques (mixité des troupeaux, des types de produits commercialisés, des surfaces pâturées et/ou diversification, voire double activité par exemple) dans une logique de "faire avec" ; ou bien recourir à des investissements (tels que le matériel et les nouvelles technologies) avec une finalité "d'agir sur" (Lémery *et al* 2005).

La dissociation du lien famille – exploitation ou a contrario son renforcement (Rault 2005) est un moteur essentiel des transformations de l'organisation du travail et de la conception du métier. L'articulation des rôles entre personnes du collectif de main-d'œuvre (couples, associés, salariés, bénévoles) pour la réalisation des tâches (physiques mais qui plaisent vs la gestion administrative déclarée stressante) et la répartition des responsabilités (sur et en dehors de l'exploitation) sont à expliciter.

A côté de mesures objectivées (unités de bétail par unité de main-d'œuvre) nous accorderons la plus grande importance à des critères subjectifs, dépendant du point de vue des personnes (le ressenti de l'éleveur par rapport aux pointes de travail d'astreinte) et rarement étudiés. L'ensemble permettra de construire un argumentaire renouvelé sur les différentes facettes du métier d'éleveur et sur les différentes façons "vivables" de l'exercer.

Enjeu : conforter la capacité de réponse des éleveurs aux attentes territoriales, et leur rôle dans les projets de territoire

En plus des enjeux à l'échelle de la planète (alimentation de l'humanité...), l'élevage participe au développement durable de nombreux territoires. Il constitue une activité ancrée dans un monde professionnel, une société, des filières, un espace local, des paysages et des écosystèmes. Il fournit des produits et des services multiples (Rubino *et al* 2006).

Ainsi, même ce que nous qualifions de "durabilité sociale interne" des exploitations résulte de *leurs actions collectives*. Les interactions entre trajectoires individuelles d'exploitation-famille, actions collectives, politiques publiques et orientations des filières influent sur les dynamiques des élevages. Leur pérennité peut être soutenue par des réseaux d'acteurs qui initient et encadrent des actions d'envergure. Ce processus peut être dû à l'existence d'un lien étroit entre produit / producteurs / territoire comme pour une AOP fromagère, mais souvent les collectifs sont de taille modeste. Un agriculteur participe à deux, trois, voire quatre collectifs de travail différents : une Cuma, une équipe d'entraide, un groupement d'employeurs, un service de remplacement, pour les plus classiques ou encore un atelier de transformation, un point de vente collectif, un groupe de méthanisation pour les nouvelles formes d'agriculture (FnCuma 2012). Globalement ces fonctionnements concernent des parties importantes de l'activité des exploitations qui, sans fusionner, s'interpénètrent. Ils constituent une subtile articulation entre mise en place d'un outil, construction d'un collectif, préservation des stratégies individuelles et inscription dans le développement d'un territoire (Saleilles et Poisson 2011). La constitution des réseaux repose (InterAFOCG 2011) aussi sur la notion de liens forts (personnes connues, souvent des pairs, qui peuvent appuyer le développement d'un projet agricole) et des liens faibles (personnes non identifiées a priori, parfois d'autres secteurs d'activité, qui permettent d'envisager d'autres "possibles") qu'il sera intéressant de creuser.

La durabilité du territoire et celle des exploitations se renforcent mutuellement. Les attentes des acteurs locaux et des collectivités vis-à-vis du monde de l'élevage sont très hétérogènes selon les territoires. Elles peuvent dépendre notamment, comme le montrent les trois illustrations suivantes, de la démographie rurale et des relations entre habitants. Ainsi dans les montagnes pastorales du sud de la France la première préoccupation est de "permettre la présence d'une population permanente", dans les zones de grandes exploitations de l'est on veut "faciliter la cohabitation entre agriculteurs et non-agriculteurs" et dans le sud-ouest "développer les échanges entre producteurs et consommateurs" (Guillaumin *et al* 2008). Au sein d'un même territoire, les intérêts peuvent diverger selon les acteurs, comme entre une organisation économique qui souhaite structurer une filière longue sur un produit démarqué et un Parc naturel qui désire conforter des circuits de proximité. Ces attentes peuvent également conduire un même acteur à devoir gérer des objectifs contradictoires comme s'agrandir ou garder des voisins pour un jeune agriculteur et pour un maire : maintenir la surface agricole ou construire des lotissements.

Motivation : débat public et démarche réflexive entre exploitations et territoire

L'objectif est d'argumenter le devenir de l'élevage en relation avec son ancrage territorial.

Nous formulons l'hypothèse que les dimensions sociales de la durabilité des exploitations ne s'exprimeront pas de la même façon selon les territoires où elles sont situées. La comparaison de terrains d'étude variés et contrastés fera émerger des attentes vis-à-vis de la durabilité sociale spécifiques à un territoire, tandis que d'autres se révéleront plus génériques. Le champ des dimensions sociales de la durabilité sera ainsi plus ouvert et nous traduirons ces attentes en indicateurs dont l'utilisation pourra être contextualisée.

Chia *et al* (2009) montrent la façon dont les éleveurs et les acteurs territoriaux peuvent et doivent contribuer localement au développement durable. La démarche adoptée permettra une vision négociée de ce que les acteurs considèrent comme étant la *"bonne contribution de l'élevage au développement durable pour chez eux"* et donc des règles et des indicateurs qui permettent de l'évaluer.

Dans le monde de l'élevage, les relations entre pairs peuvent être opposées. Entre un éleveur qui revendique autonomie et qualité de vie (*"on se fixe des horaires"*) et ceux qui privilégient l'investissement et l'économie (*"quand j'en ai besoin, j'y vais !"*, *"d'abord les marges, on pensera au travail après"*), les conceptions du métier divergent (Chauvat *et al* 2013). La défense ou le rejet de certains modèles au nom d'un développement durable (*"mégafermes"* ici, pluriactivité ailleurs) se concrétisent par des concurrences sur le foncier et des positionnements tranchés sur *"l'élevage qui convient"* (Lémery 2003). Depuis la fin du *"modèle unique"* (a-t-il jamais existé ?) cette diversité de fonctionnement rend difficile la préconisation d'options techniques ou de formes d'organisations économiques. Seul un débat ouvert et public de la profession agricole sur les systèmes d'élevage *"vivables demain"* restaurera l'influence effective des agriculteurs dans les discussions intersectorielles. Notre projet augmentera la capacité collective de la profession à répondre aux remises en cause de l'élevage en France.

3. Rappel des financements spécifiques déjà obtenus sur le sujet (montant, origine, date et, s'il y a lieu, références des comptes rendus réalisés)

Projet	Titre long	Origine €	Montant	Date	Partenaires
Durabeef	Evaluation de la durabilité des systèmes bovins viande – marges de progrès	Casdar IP 2008	254 720 €	2009-2011	Institut de l'Elevage
Cedabio	Contribution environnementale et durabilité socio-économique des systèmes d'élevage bovins biologiques	Casdar IP 2008	464 800 €	2009-2011	Institut de l'Elevage, ITAB
Cunipalm	Evaluation de la durabilité des ateliers cunicoles et palmipèdes à foie gras plus durables	Casdar IP 2009	252 520 €	2010-2012	ITAVI
AviBio	Des systèmes durables pour dynamiser l'aviculture biologique	Casdar IP 2008	453 420 €	2009-2011	ITAVI
Travail en 3 D	Organisation, productivité du travail et sens du métier dans les élevages innovants	Casdar IP 2010	386 173 €	2011-2013	Institut de l'Elevage
Multifonctionnalité	Connaissances et méthodes pour la multifonctionnalité	Env-Rech 2002	132 000 €	2002-2004	Institut de l'Elevage
Green Dairy	Systèmes de Production laitière Atlantiques et Environnement	Interreg Esp. Atl. - Feder	3 682 178 €	2003-2007	Institut de l'Elevage
DairyMan	Dairy Management. DairyMan aims to improve regional prosperity through better resource utilization on dairy farms and stakeholder cooperation.	Interreg NO - Feder	4 360 447 €	2009-2013	WUR-NL
Evad	Evaluation de la durabilité des systèmes de production aquacoles : élaboration d'une méthode et application dans différents contextes en zones tropicale et tempérée	ANR ADD 2005	306 000 €	2006-2009	INRA
AVITER	Filières AVIcoles en France et au Brésil : Impacts sur le développement durable des bassins de production et des TERritoires	ANR ADD 2006	254 000 €	2007-2010	INRA
Prospem	Approche prospective, élaboration et évaluation de prototypes de systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens conciliant économie, travail et environnement.	Casdar IP 2010	184 759 €	2011-2013	Institut de l'Elevage

Les dossiers présentés dans le tableau ci-dessus et qui ont impliqué un ou plusieurs partenaires du présent projet, incluaient un volet proche de la thématique "durabilité sociale". Ils illustrent la variabilité des échelles prises en compte : atelier (Cunipalm), systèmes d'élevage (Durabeef), filière (AviBio), territoire (AVITER). L'entrée peut être aussi le mode de production (CedAbio), ou la nature des espèces animales : volailles, lapins, aquaculture, bovins lait et bovins viande.

Depuis quelques mois au sein du réseau des Instituts Techniques Agricoles, la dynamique autour des sciences humaines et sociales se renforce pour trois raisons :

- la nécessaire prise en compte des rationalités subjectives, des représentations des agriculteurs et des autres opérateurs dans la conception d'outils et de références proposés par les instituts, afin de faciliter leur adoption par les agriculteurs ;
- l'importance grandissante de la notion de durabilité pour l'avenir des exploitations et pour laquelle la dimension sociale est moins bien documentée que les dimensions économique et environnementale ;
- le développement, par les ingénieurs des instituts, d'une fonction d'interface et de dialogue dans les projets multi-partenariaux notamment autour des enjeux sociétaux.

Lors de la réunion de la commission scientifique et technique de l'ACTA d'octobre 2012, le volet social de la durabilité des systèmes de production est apparu comme un sujet d'intérêt commun et pertinent.

Le présent projet qui associe l'ACTA, deux instituts techniques (ITAVI et Institut de l'Elevage) et les partenaires du RMT Travail, pourrait préfigurer la concrétisation d'un projet collaboratif innovant.

II - GAINS OU AVANTAGES ATTENDUS

1. Intérêt scientifique

Dans les méthodes et outils d'évaluation du développement durable, la dimension sociale, longtemps orpheline dans les actions de recherche et de développement, est souvent la moins bien prise en compte. Un dictionnaire (Guillaumin *et al* 2007) des indicateurs de durabilité disponibles recense 26 propositions pour l'axe économique, 60 pour l'axe environnemental et 20 pour traiter des questions sociales.

Les propositions méthodologiques sont très englobantes. A chaque étude de nouveaux indicateurs sont proposés, d'autres déjà existants sont redéfinis ou évalués avec des modalités différentes. La seule quantification, par exemple du nombre de semaines de congés annuels, ne rend pas compte de la perception des individus ; certains éleveurs estiment qu'une semaine de vacances leur suffit largement quand d'autres considèrent que deux semaines sont un minimum (Chauvat *et al* 2013).

Parfois l'indicateur, telle la pénibilité, qui résulte d'une auto-évaluation de l'agriculteur est resitué sur une échelle de satisfaction quantifiée de 1 à 5, alors qu'il n'existe pas de définition de ce que seraient les valeurs de référence. La notation de certains critères comme celui "d'implication sociale" est ambiguë car la possibilité de s'investir sur les plans associatif ou politique dépend largement autant de la dynamique locale que des disponibilités en temps ou de la volonté des éleveurs.

Enfin, la durabilité sociale renvoie à de multiples échelles (individu, famille, collectif de travail, exploitation, territoire au sens large...), ce qui en accroît la complexité d'approche.

Ce déséquilibre dans les recherches sur la durabilité au détriment de la dimension sociale, alors que son enjeu est croissant en agriculture, ainsi que les questions en cours sur l'analyse comparative de données subjectives motivent le présent projet.

Notre démarche sera conduite en articulant de manière interactive l'échelle de l'exploitation à celle du territoire, et nécessairement interdisciplinaire.

- **Opportunité d'engager une thèse pouvant bénéficier d'une bourse CIFRE** : ce sujet sera à l'ordre du jour de la première réunion du comité d'orientation.
- **Opportunité d'engager une mobilité d'ingénieur dans le cadre de ce projet** : non

2. Intérêt socio-économique

- **Estimation de l'impact socio-économique de la mise en œuvre des résultats par la profession (exploitations agricoles et entreprises amont / aval) ; nature du gain**

Les agriculteurs de moins en moins nombreux, sont de plus en plus isolés du fait de l'agrandissement des exploitations et de l'affaiblissement des pratiques d'entraide. Dans les zones de déprise, ce phénomène est amplifié pour l'élevage.

Les indicateurs de durabilité sociale sont utiles pour comprendre les situations des éleveurs, les comparer à des références existantes (charge de travail par exemple) et à leurs propres attentes (efficacité, temps libre, confort de travail ...). Ces indicateurs participent à une démarche de conseil sur l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail en élevage, notamment lors des phases charnières de la trajectoire d'exploitation (installation, agrandissement, création d'un nouvel atelier, cessation d'activité de la main-d'œuvre familiale bénévole). Utilisés périodiquement, ils mesurent l'évolution de la situation sociale de l'entreprise.

Les opérateurs des filières qui cherchent à sécuriser leurs approvisionnements, les banquiers qui ne se contentent pas des garanties patrimoniales pour accorder des prêts sont également demandeurs de moyens d'évaluation.

Pour les décideurs de politiques publiques qui visent à maintenir/développer la participation de l'élevage à la vie du territoire, les indicateurs doivent rendre compte de la valeur socio-économique produite par les différents systèmes d'élevage (emplois directs et induits, contribution à la production de richesse et au maintien des services publics, réseaux associatifs, ...).

Des outils comme Bilan Travail (Dedieu *et al* 2000) permettent à l'échelle de l'exploitation agricole de quantifier assez précisément les temps de travaux et la répartition des tâches. Les références proposées sont nombreuses (Cournut et Chauvat 2012) et un ouvrage pédagogique disponible (Bischoff *et al* 2008).

D'autres dimensions sont à prendre en compte pour évaluer la durabilité sociale des exploitations (santé des travailleurs, mobilité sociale, reconnaissance professionnelle) pour lesquelles il n'existe pas d'outil équivalent.

Des propositions de grille d'analyse combinant des valeurs quantitatives et des valeurs de ressenti des éleveurs seront élaborées dans le cadre du projet. Nous veillerons à conserver une vision multicritère de la durabilité sociale et éviterons l'agrégation qui détruit la diversité et la complexité des situations analysées.

III - PLAN DE RECHERCHE

1. Programme DETAILLE des travaux (méthodes, protocoles opératoires, justification de la voie de travail choisie, description des différentes phases du projet, répartition des tâches entre les partenaires sur chaque phase...)

Notre projet repose sur plusieurs partis pris méthodologiques :

- seules des exploitations d'élevage dans les filières herbivores et granivores seront étudiées. Elles pourront combiner différentes productions animales et végétales ;
- les attentes sociales vis-à-vis de l'élevage sont celles des éleveurs et celles des acteurs du territoire ;
- nous accordons autant d'importance aux données subjectives (celles qui dépendent de l'avis, du jugement, du goût personnel) qu'aux données objectives (quantitatives et qualitatives).

Des agents de développement, des ingénieurs des instituts techniques (ITAVI et Institut de l'Elevage), des chercheurs et des experts thématiques constitueront un groupe de projet mixte, tant par les métiers que par les domaines scientifiques.

Le projet s'appuiera sur 4 terrains sur lesquels seront conduits des travaux pour tester et valider les méthodes que nous proposons. Nous les avons choisis pour assurer une diversité :

- de territoire : densité de population, démographie, zone de handicap, place de l'agriculture et de l'élevage, dynamiques de l'élevage ;
- de systèmes d'élevages : spécialisés ou diversifiés, espèces (bovins, ovins, porcs et volailles...), place des cultures, statuts juridiques, conduites des surfaces et des troupeaux, circuits de commercialisation. Pour certains d'entre eux (Livradois-Forez et Cévennes avec le programme ANR – Systerra - Mouve), des études récentes mettent à notre disposition une base d'informations et des méthodes d'investigation mutualisables.

Pour chacun des 4 terrains, un animateur coordonnera les enquêtes, organisera la restitution locale des travaux et participera à la synthèse inter-terrains.

Les principales caractéristiques de ces quatre terrains figurent en annexe A.

Une analyse transversale, concertée entre les territoires et cohérente entre les deux domaines (interne et externe) de la durabilité, sera privilégiée pour :

- la construction et le partage de la problématique ;
- les méthodes de collecte et d'analyse des données qui seront similaires sur chaque terrain, afin de garantir une approche consolidée en fin de projet ;
- les valorisations : proposition de grilles, méthode de diffusion.

Elle sera assurée par un binôme d'animateurs dit "de tâche" qui accompagneront le déroulement du projet et assureront les échanges entre territoires.

Les experts "thématiques" (sociologie, accompagnement des groupes, systèmes d'élevage, territoire, économie sociale, développement durable, valorisation inter-filières...) seront mobilisés lors des phases clés du programme, notamment pour l'élaboration méthodologique et l'analyse des résultats.

Action 1 : Elaboration du cadre méthodologique

Le but de cette action est de préciser les thèmes des deux domaines étudiés de la durabilité sociale et de cadrer la méthode de recherche appliquée sur chaque territoire.

Action 1.1 – Construire collectivement la démarche

Objectif

Définir collectivement les contenus et les modalités pratiques des enquêtes auprès des éleveurs et des acteurs territoriaux.

Contenu de l'action

Une analyse bibliographique approfondie et synthétisée portera sur les approches de la durabilité sociale interne et externe à l'exploitation (données, type d'indicateurs, méthodes de construction). Dans les méthodes déjà répertoriées (IDEA, EVAD, European Q-Porkchains, OTPA, OSADD, Cunipalm, ARBRE, RAD, RISE, SAFA), cette dimension est peu documentée. La pondération selon le contexte (environnemental, technique, socio-économique et aussi politique) avec des règles de paramétrage reste complexe.

Deux questionnaires d'enquête seront élaborés, un pour les éleveurs et un pour les acteurs des territoires qui sera adaptable à la fonction des acteurs rencontrés.

Un séminaire aura pour mission, outre une prise de contact entre les différents partenaires, de bâtir cette première étape de notre projet.

Equipe de travail

Les coordonnateurs de chaque territoire (la participation complémentaire de la quinzaine d'enquêteurs de terrains serait trop onéreuse), les experts et les animateurs de tâches.

Action 1.2 – Amender et valider territorialement la démarche

Objectif

Débattre des enjeux sur chaque terrain et avec les interlocuteurs locaux.

Contenu de l'action

Sur chaque territoire, les propositions (questionnaires d'enquêtes, démarche) seront discutées, pour avis et compléments éventuels, avec quelques personnes-ressources du monde professionnel de l'élevage et du milieu socio-économique. Les entretiens seront de type semi-directif de façon à recueillir des informations diversifiées. L'analyse de ces échanges servira à l'élaboration de la version définitive des deux questionnaires. Suivant les thèmes abordés, les informations collectées seront de nature quantitative (productivité physique de la main-d'œuvre, nombre de week-end libres) ou qualitative (conception du métier, position par rapport aux politiques publiques). Elles seront objectives (part du bénévolat et du salariat dans la réalisation des chantiers saisonniers) et aussi subjectives (stress, solitude, satisfaction personnelle...).

Equipe de travail

Les enquêteurs et coordonnateurs sur chaque territoire, en collaboration avec les experts concernés et les animateurs de tâches.

Action 2 : Enquêtes et analyse dans les territoires

Le but de cette action, à partir d'enquêtes en face à face, est de connaître les situations individuelles et collectives de durabilité sociale des éleveurs ainsi que leurs attentes, et d'identifier celles des acteurs territoriaux vis-à-vis de l'élevage.

Action 2.1 – Analyser une base de données territorialisée

Objectif

Créer une continuité et une cohérence pour l'analyse des données entre l'échelle territoire et l'échelle exploitation.

Contenu de l'action

Une analyse statistique par terrain, notamment des données de population de l'INSEE (âges, activités) et du Recensement Agricole 2010, ainsi que leurs évolutions récentes, ciblera les variables qui renseignent l'axe de la durabilité sociale et les rapports des exploitations avec leur territoire. Sont envisagés notamment le nombre d'unités de main-d'œuvre (totales et pour 100 ha), la place du salariat, le statut des exploitations (individuelles, Gaec etc.), la proportion d'élevages avec diversification, en circuit court, avec activité d'accueil. Les comparaisons entre les Orientations Technico Economiques choisies pour notre projet et les autres OTE présentes sur le territoire (grandes cultures notamment) seront utiles. Ces éléments participeront aux choix de l'échantillon d'exploitations à enquêter.

Equipe de travail

Les services "Economie" et "Biométrie" de l'Institut de l'Elevage en collaboration avec les coordonnateurs territoriaux et les animateurs de tâches.

Action 2.2 – Entretiens semi-directifs avec les éleveurs sur la durabilité individuelle de leur exploitation

Objectif

Décrire les situations individuelles des différents types d'éleveurs pour comprendre ce qui dans le travail peut rendre l'exploitation d'élevage *plus vivable et plus transmissible en regard de la durabilité sociale interne*.

Contenu de l'action

Sur chaque territoire seront retenus deux systèmes et 4 exploitations seront enquêtées pour chacun d'eux, en lien avec les résultats de l'action 2.1. Les chargés des enquêtes s'assureront avec leurs propres connaissances (pour les exploitations impliquées dans le dispositif Réseau d'élevage notamment) ou celles de leurs collègues d'autres organismes de développement, de la durabilité économique et environnementale des 8 exploitations retenues. Le questionnaire portera notamment sur l'interprétation qu'ont les éleveurs de la durabilité sociale, sur le compromis qu'ils réalisent ou voudraient réaliser entre leurs différents objectifs de travail. Entre augmenter l'efficacité (travailler plus vite), disposer de plus de temps libre (travailler moins) et améliorer les conditions de sa réalisation (travailler mieux) l'équilibre est-il satisfaisant ? Pérenne ? Quelles sont leurs questions prioritaires (déléguer, automatiser, transmettre) ?

Equipe de travail

Les enquêteurs et coordonnateurs sur chaque territoire.

Action 2.3 – Entretiens semi-directifs avec les éleveurs sur leur fonctionnement en réseau

Objectif

Décrire les modes d'organisations collectives entre exploitations d'élevage comme autre composante de *la durabilité sociale interne* des élevages.

Contenu de l'action

Les formes d'organisation collective des éleveurs, par les échanges d'informations, de pratiques et le travail (matériel et conceptuel) en commun participent à la revalorisation de leur métier (Darré 1999). Ces modes de coopération à géométrie variable, exigent des savoir-faire organisationnels et relationnels difficilement visibles ou pris en compte par les conseillers de l'agriculture. En effet, ceux-ci n'interviennent que sur une seule des compétences (animateur Cuma et désileuse, conseiller emploi et groupements d'employeurs, comptable et coopérative d'achats). Seuls les éleveurs peuvent décrire ces groupes protéiformes, expliciter les conditions de leur création et de leur pérennisation, leurs intérêts et limites. Ce qui donnera donc lieu à un second entretien au cours duquel les implications collectives en dehors de l'exploitation (pluriactivités, relations sociales au sens large) seront également abordées.

Equipe de travail

Les enquêteurs et coordonnateurs sur chaque territoire.

Action 2.4 – Entretiens semi-directifs avec acteurs des territoires

Objectif

Rendre compte des attentes des acteurs territoriaux vis-à-vis de l'élevage pour renforcer la *vitalité territoriale*.

Contenu de l'action

Huit acteurs territoriaux reconnus comme personnes ressources et acceptant de donner leur point de vue à la fois sur les relations des différents types d'élevage avec le territoire et aussi sur leurs attentes vis-à-vis des systèmes d'élevage. Elus professionnels et politiques, gestionnaires territoriaux, sont des catégories qui semblent aller de soi, mais un négociant en bestiaux, un enseignant en lycée agricole, un banquier, une association de chasseurs, un office de tourisme pourront apporter des éclairages singuliers. Le choix des types d'acteurs à enquêter (communs et propres à chaque territoire) seront arrêtés à l'issue de l'Action 1.

Les thèmes explorés, que nous aurons commencé à formaliser dans l'Action 1, concerneront le travail et l'emploi dans les exploitations (la "vitalité agricole") mais aussi la vitalité rurale (isolement vs relations sociales pour un tissu rural actif, faciliter les flux de population, l'accessibilité et l'accueil) ainsi que la vitalité agri-économique (emploi induits dans l'amont et l'aval des exploitations) (Rischawy 2013).

L'ensemble des opinions et les différences d'avis selon les fonctions sociales des acteurs, élargiront le panel des thèmes du domaine externe de la durabilité sociale des exploitations. Les visions et attentes des acteurs territoriaux seront mises en regard avec la réalité des exploitations.

Equipe de travail

Les enquêteurs et coordonnateurs sur chaque territoire.

Les principales attentes vis-à-vis de l'élevage figurent en annexe A.

Action 3 : Analyse inter-terrains et restitutions locales

Après les enquêtes et les contacts sur les territoires, l'action 3 est centrée sur la synthèse des résultats et la proposition d'indicateurs pour contribuer à la durabilité sociale externe et interne des élevages.

Action 3.1 – Une analyse transversale

Objectif

Construire des indicateurs, dont certains seront différents selon les territoires et d'autres communs à tous.

Contenu de l'action

L'action 3 débutera par le second séminaire du projet qui aura pour objet de structurer :

- les articulations entre expertise et terrain, entre les dires des acteurs territoriaux et ceux des éleveurs ;
- l'analyse inter-terrains dans la perspective de produire des indicateurs de développement socialement durable qui soient suffisamment génériques pour répondre aux attentes d'autres éleveurs et acteurs sur d'autres territoires.

La méthode de construction des indicateurs sera un résultat aussi important que les indicateurs eux-mêmes. Issue des compétences pluridisciplinaires réunies dans le projet, elle contribuera à élargir le champ d'action de l'approche systémique et territoriale des exploitations.

Equipe de travail

Les coordonnateurs de chaque territoire, les animateurs de tâche, les experts thématiques et le service biométrie de l'Institut de l'Elevage.

Action 3.2 – Une restitution par terrain

Objectif

Structurer l'agencement et la hiérarchisation des indicateurs de durabilité avec la collaboration des éleveurs et des acteurs territoriaux.

Contenu de l'action

Après les discussions préparatoires aux enquêtes, les enquêtes elles-mêmes, la logique du projet implique de débattre de nouveau localement des résultats de l'analyse transversale. Seront invitées à cette réunion de restitution les personnes sollicitées au début du projet et celles qui ont été enquêtées. Des expériences antérieures (programme ANR – ADD \ Trans, projet Cas Dar Prospem) ont montré la richesse des échanges autour de comparaison de territoires que les participants découvrent avec le leur. Des enjeux non identifiés localement mais apparus ailleurs peuvent à l'occasion de ces débats être reconsidérés et inversement certains très convenus être relativisés.

Cette mise en perspective inter-terrains présentera l'avantage de pouvoir interroger de manière réflexive la spécificité / la généralité des critères proposés et améliorera l'analyse finale.

Equipe de travail

Les enquêteurs et coordonnateurs de chaque territoire, les animateurs de tâche, les experts thématiques.

Action 4 : Valorisation et Diffusion

La diffusion / communication du projet sera articulée autour des productions de l'Action 3. Elle prendra la forme de publications scientifiques et de valorisations opérationnelles.

Action 4.1 – Banque de ressources

Objectif

Formaliser, pour les conseillers et les enseignants, une aide à la structuration d'une démarche d'analyse de la dimension sociale de la durabilité.

Contenu de l'action

Cet outil pourra être utilisé dans une démarche territoriale, pour une demande individuelle ou collective d'éleveurs, voire à des fins pédagogiques.

Il comprendra :

- des apports méthodologiques pour des enquêtes sur la durabilité sociale auprès des acteurs d'un territoire et des agriculteurs ;
- des éléments de diagnostic de la durabilité sociale en fonction des enjeux internes et externes déclarés et parfois antagonistes ;
- une proposition d'indicateurs adaptés et la façon de les utiliser,
- des témoignages issus des situations rencontrées.

Equipe de travail

Les coordonnateurs de chaque territoire, les animateurs de tâche, les experts thématiques.

Action 4.2 - Valorisations scientifiques

Objectif

Rééquilibrer la place et l'importance de la dimension sociale dans la littérature scientifique traitant de l'agriculture et du développement durable.

Contenu de l'action

Les résultats du projet seront proposés à des revues à comité de lecture, ainsi que pour des présentations dans des colloques ou congrès tels que 3R (Rencontres Recherches Ruminants), IFSA (International Farming Systems Association), EAAP (European Association for Animal Production).

Equipe de travail

Les animateurs de tâche et les experts thématiques

Action 4.3 - Valorisations opérationnelles

Objectif

Montrer que le concept, d'abord politique, de durabilité sociale concerne concrètement les professionnels de l'élevage, leurs conseillers et leurs élus.

Contenu de l'action

Un séminaire, préparé et organisé avec l'ensemble des partenaires du projet, sur "Elevage demain et durabilité sociale" sera organisé en fin du projet. A destination de la presse professionnelle nationale et locale, nous préparerons des dossiers de presse et rédigerons des articles autour de ce séminaire. Des interventions lors de conseils d'organisations professionnelles techniques ou syndicales, locales et nationales seront proposées, ainsi que des sessions de formations de conseillers.

Equipe de travail

L'ensemble des personnes impliquées dans le projet, à préciser selon la nature de la valorisation.

2. Calendrier des travaux : diagramme de Gantt

RFI - Indicateurs de la Durabilité sociale

Planning

Mois

2014												2015												2016											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36
Jan	Fé	Ma	Av	Mai	Jui	Juil	Aoû	Sept	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc	Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc

ACTION 1 : Elaboration de la méthodologie

Mise en route projet																																			
Préparation séminaire 1																																			
Séminaire 1 (prise de contact/définition des thèmes à aborder/méthode pour l'analyse du terrain)			S 1																																
Rédaction de la méthode d'enquête (version 1)																																			
Amender et valider territorialement la démarche (enquêtes et/ou réunions)																																			
Analyse des enquêtes des personnes ressources																																			
Rédaction de la méthode d'enquête (version 2)																																			

ACTION 2 : Enquêtes dans les territoires

Analyse territoriale																																			
Enquêtes EA (2 passages)																																			
Enquêtes acteurs																																			
Analyse																																			

ACTION 3 : Analyse inter-terrains

Préparation séminaire 2																																			
Séminaire 2 : construction banque de ressources de la durabilité sociale																							S 2												
Réunion par terrain : comité de suivi + acteurs + éleveurs (restitution des résultats/discussions)																																			
Analyse avec prise en compte des échanges dans les terrains, enrichie par la lecture des terrains																																			

ACTION 4 : Valorisation et diffusion

Rédaction livrable analyse transversale																																			
Rédaction banque de ressources/kit méthode pour enseignants et conseillers																																			
Articles scientifiques																																			
Préparation et suites du séminaire "Elevage demain et durabilité sociale" et des proposition pour les professionnels et les décideurs																																			
Séminaire "Elevage demain et durabilité sociale" (1j)																																			

3. Moyens en personnel (équipe(s) de recherche) et équipements nécessaires (existants et/ou à obtenir)

Le projet associe, autour de l'Institut de l'Elevage de l'ITAVI et de l'ACTA, des organismes de développement (Chambres d'agriculture 08, 63, 72, InterAfocg), d'enseignement (VétAgro Sup, Isara Lyon), de recherche (Inra), et un cabinet de consultants (Oxymore - Les ateliers de l'innovation sociale).

La plupart de ces équipes sont membres fondateurs du RMT travail en élevage. Toutes ont développé des compétences sur le thème du travail, des habitudes de collaboration pluri-partenariales et leurs savoir-faire sont complémentaires. Des membres du projet ont l'expérience d'analyses comparatives inter-terrains (Cournut 2010 – programme ANR -TRANS).

Le choix des régions illustre la diversité de l'élevage en France, des densités de population (du rural profond au périurbain), des filières animales (herbivores et monogastriques), du degré d'intensification de l'élevage (du hors sol aux zones extensives), de la place des cultures (du tout herbe au tout labour). Cette diversité, en plus d'être géographique, témoigne de l'histoire du développement agricole, des conséquences des préconisations des organismes de conseil et des stratégies des opérateurs de filière sur les dimensions sociales des modèles d'élevage.

Liste des personnes par structure

	<i>Fonction dans le projet</i>	<i>Organisme</i>	<i>Personnes impliquées</i>	<i>Domaines de compétence</i>
	Chef de projet	Institut de l'Elevage	Gérard Servièrre	Approches pluridisciplinaires du travail
<i>Territoire (Dpt)</i>	<i>Fonction dans le projet</i>	<i>Organisme</i>	<i>Personnes impliquées</i>	<i>Domaines de compétence</i>
Livradois-Forez (63)	Enquêtes exploitations avec bovins lait	Chambre d'agriculture 63	Clémentine Lacour	Références systèmes d'exploitation
	Enquêtes exploitations avec ovins		Jean-Marie Mouchard	
	Enquêtes acteurs territoriaux	INRA - UMR Métafort	Jean-Yves Pailleux	Fonctionnement des exploitations d'élevage
	Coordination terrain	VétAgro Sup UMR Métafort	Sylvie Cournut	Transformation des exploitations d'élevage
Argonne, crêtes pré-ardenaises (08)	Enquêtes exploitations avec bovins lait et céréales	Chambre d'agriculture 08	Jean- Philippe Moussu	Références systèmes d'exploitation
	Enquêtes exploitations avec bovins viande et céréales		Joël Martin	
	Enquêtes acteurs territoriaux	Institut de l'Elevage	Laurence Echevarria	Approche systémique des exploitations
	Coordination terrain		Dominique Caillaud	
Belinois, vallée de la Sarthe et région mancelle (72)	Enquêtes exploitations avec volailles	Chambre d'agriculture 72	Christèle Pineau	Références élevage
	Enquêtes exploitations avec porcs		Anna Bordes	
	Enquêtes acteurs territoriaux	Institut Technique de l'Aviculture	Isabelle Bouvarel	Evaluation multicritère de la durabilité de l'élevage
	Coordination terrain	Chambre agriculture 72	Fabien Garreau	Approche systémique des exploitations
Cévennes (30,48)	Enquêtes exploitations avec ovins et ovin + oignons doux	Institut de l'Elevage	Fabienne Launay	Références systèmes d'exploitation
	Enquêtes acteurs territoriaux		Edmond Tchakérian	Relations élevage et territoire
	Coordination terrain		Sophie Chauvat	Approches pluridisciplinaires du travail
<i>Tâche transversale</i>	<i>Fonction dans le projet</i>	<i>Organisme</i>	<i>Personnes impliquées</i>	<i>Domaines de compétence</i>
Exploitation	animateur	INRA - UMR Métafort	Nathalie Hostiou	Analyse du fonctionnement des exploitations d'élevage et de l'organisation du travail
	co-animateur	Institut de l'Elevage	Jocelyn Fagon	
Territoire	animateur	Institut de l'Elevage	Edmond Tchakérian	Analyse des systèmes d'élevage à l'échelle du territoire
	co-animateur	INRA - UMR Selmet	Jacques Lasseur	
	Expertise scientifique	InterAFOCG	Gabrielle Sicard	Accompagnement des groupes
		Isara Lyon	Annie Dufour	Sociologie
		Oxymore - Les ateliers de l'innovation sociale	Yves Cariou	Développement durable et économie sociale
		VétAgro Sup Umr Métafort	Sylvie Cournut	Organisation du travail, modélisation
		ACTA	Sonia Ramonteu	Valorisation inter filières
		ITAVI	Isabelle Bouvarel	Evaluation multicritère de la durabilité de l'élevage

4. Moyens de management prévus par le Chef de projet pour assurer la coordination et la bonne réalisation de l'action de recherche.

Management organisationnel

Ce projet est coordonné par Gérard Servièrre, animateur du RMT travail en élevage. Il est porté par le nouveau département "Métiers de l'éleveur et Sociétés" de l'Institut de l'Elevage qui regroupe des personnes-ressources sur la durabilité des exploitations d'élevage, la pluridisciplinarité du travail, les approches sociales de l'élevage et la dimension territoriale.

Ce projet bénéficie aussi de l'expérience des équipes qui ont piloté d'autres projets de recherche, notamment "Organisation, productivité du travail et sens du métier dans des élevages innovants" (Cas Dar N° 10059), qui impliquait 6 régions françaises et "Approche prospective, élaboration et évaluation de prototypes de systèmes d'élevage pastoraux méditerranéens conciliant économie, travail et environnement" (Cas Dar N° 10055) centré sur les interactions entre élevage et territoire.

Quatre tâches d'animation sont identifiées : gestion administrative et financière, communication interne et externe, valorisation scientifique et opérationnelle des résultats pour les différents publics.

Deux séminaires jalonneront les étapes clés du projet et permettront la construction collective des méthodes et leur validation. Un troisième en fin de projet sera largement ouvert à d'autres partenaires.

Pour chacun des 4 terrains, un animateur coordonnera les enquêtes en exploitations et celles auprès des acteurs du territoire et organisera la restitution locale des travaux.

Management technique et scientifique

La problématique de notre projet est en phase avec les questions à l'ordre du jour des travaux du GIS Elevage Demain, particulièrement dans les groupes de travail "Evaluation multicritère de la durabilité de l'élevage" et "Services rendus par l'élevage". L'implication d'ingénieurs à la fois dans ces groupes du GIS (Isabelle Bouvarel pour le premier et Edmond Tchakérian pour le second) et dans le présent projet facilitera les échanges croisés.

L'équipe scientifique mettra au point les méthodes d'enquête, de traitement transversal des résultats, ainsi que les propositions d'indicateurs de durabilité. Les points de vue complémentaires de chacune des composantes du triptyque recherche-enseignement-développement renforceront la cohérence des approches et la complémentarité des valorisations du projet.

Les coordonnateurs de terrain assureront l'information et l'animation ; ils synthétiseront les demandes et propositions des personnes qui réaliseront les enquêtes auprès des éleveurs et des acteurs. Plusieurs services de l'Institut de l'Elevage apporteront leurs concours. Le service Economie des filières pour l'analyse des données du Recensement Agricole 2010, le service Biométrie pour le traitement d'une soixantaine d'enquêtes auprès des éleveurs et acteurs des terrains, le service Communication pour la valorisation, notamment sur le web, des résultats.

5. Nature, composition et modalités de fonctionnement de(s) l'instance(s) de pilotage :

Un comité d'orientation pour suivre et éventuellement infléchir le projet, débattre des résultats et promouvoir leur valorisation. En plus des membres du projet, seront invités des représentants de l'ACTA, de l'APCA, du Ministère de l'Agriculture, du GIS Elevage Demain et de l'Institut d'Etudes du Travail de Lyon. Il sera réuni trois fois au cours du projet.

Une équipe scientifique structurera la mise en œuvre de l'ensemble des actions de recherche et de valorisation. Elle sera composée de l'animateur du projet, des experts (analyse systémique, approches territoriale, accompagnement des groupes, développement durable, évaluation multi critères, sociologie), des animateurs de tâches et des coordinateurs des quatre terrains afin de valider les données et de valoriser les résultats au mieux. Selon les thèmes traités il pourra être fait appel à d'autres spécialistes (ergonome, psychologue, géographe, communicant...). Elle se réunira en plénier à l'occasion de deux séminaires et le plus souvent en deux groupes : "tâche Exploitation" et "tâche Territoire".

Une cellule d'animation composée de Gérard Servièrre (animateur du projet), des deux animateurs de tâches (Edmond Tchakérian et Nathalie Hostiou), d'un expert (Sylvie Cournut) et d'un coordonnateur de terrain (Sophie Chauvat) fonctionnera notamment par réunion téléphonique et visioconférence.

IV – RESULTATS ATTENDUS ET SUITES DU PROJET

1. Résultats attendus :

Pour la production de connaissances

Le partenariat recherche-développement et les approches pluridisciplinaires mises en œuvre produiront des résultats en matière :

- *de méthodologie* : les publications techniques et scientifiques traitant des interactions entre exploitations d'élevage et territoire renforceront et renouvelleront l'approche de la dimension sociale dans les questionnements sur le développement durable ;
- *d'accompagnement* : la démarche proposée aux conseillers et formateurs facilitera le choix des différents axes de la durabilité sociale des exploitations et celui de la façon de les agencer ;
- *de prise en compte du métier d'éleveur* : le projet fournira aux responsables professionnels et aux décideurs, des propositions pour tisser de nouveaux liens entre les différents types d'exploitations et leur environnement social, et ainsi envisager l'avenir de l'élevage plus sereinement.

Pour la dynamique du thème

Ce thème "Indicateurs travail de la durabilité" constitue avec "Emploi - Attractivité du métier", "Santé au travail" et "Elevage de précision" l'un des axes du prochain programme du RMT Travail en élevage. L'Itab, l'ITAVI, l'Afocg de l'Ain, Agro Sup Dijon, la FnCivam, les Chambres d'agriculture de la Sarthe; de Savoie Mont-Blanc, de Picardie, le Cirad, en plus des partenaires engagés dans ce dossier, ont participé à l'atelier prospectif "Indicateurs de durabilité" organisé en juillet 2012 par le RMT travail en élevage". Le séminaire de fin de projet permettra aux acteurs R&D&F de débattre des démarches et résultats, voire d'être en mesure de les intégrer dans leur activité professionnelle.

Pour les personnels de chambre d'agriculture directement impliqués, ce projet pluridisciplinaire en liaison avec la recherche constitue une opportunité d'élargissement de leurs compétences et d'une meilleure reconnaissance / requalification de leurs métiers

2. Valorisation et communication prévues (sur le projet, sur les résultats) :

Renseigner clairement les publications, séminaires, formations, autres modes de valorisation qui seront mis en œuvre, en précisant le public cible, les échéances.

Une attention particulière sera portée sur la valorisation au cours du projet, avec des productions attendues à échéance régulière

Publications

▪ **Synthèse pour chaque terrain**

Public cible : Les éleveurs et acteurs des territoires enquêtés ainsi que les partenaires locaux associés au projet.

Contenu : L'ensemble des résultats des entretiens sera présenté lors d'une réunion locale. Les diaporamas présentés et les comptes rendus des discussions qui s'en suivront constitueront à la fois un état des attentes et enjeux de durabilité sociale des exploitations d'élevage dans ces quatre territoires et de la matière pour les analyses nationales.

Echéance : mois 24 à 26

▪ **Analyse transversale aux 4 terrains**

Public cible : Les ingénieurs et chercheurs en sciences biotechniques et en sciences sociales impliqués sur le thème de la durabilité sociale. Les agents de développement agricole ou rural souhaitant accompagner la prise en compte de cette dimension sociale du développement durable.

Contenu : Réévaluer la production de connaissances et de cadres d'analyse intégrant, à partir d'approches systémiques, la dimension sociale dans les exploitations. Une lecture avec une double entrée (exploitations et territoire) pour déterminer les axes de durabilité sociale, générique ou spécifique à un terrain, et proposer des indicateurs adaptés.

Echéance : mois 28 pour la parution de la synthèse

mois 32 à 36 pour sa déclinaison sous forme d'une communication dans différents colloques (3 R., Ifsa, Eaap, Sfer par exemple).

▪ **Banque de ressources**

Public cible : Les conseillers d'entreprise ou en développement territorial, les ingénieurs systèmes des réseaux d'élevage, les animateurs de réseaux d'agriculteurs (Afocg, Civam par exemple) ainsi que les enseignants en formation initiale et continue.

Contenu : Fournir, à partir des acquis du projet, une démarche d'évaluation de la durabilité sociale des exploitations d'élevage incluant des indicateurs opérationnels, avec une description argumentée de leur intérêt et de leur utilisation. Elle permettra de conduire un diagnostic en ferme puis, à partir des cas rencontrés, apporter des éléments de réponse aux demandes particulières des éleveurs qui peuvent concerner par exemple l'organisation du travail, la santé, l'articulation avec le temps privé...

Echéance : à partir du mois 20 pour des articles dans la presse professionnelle sous forme de reportage, de fiches témoignage d'éleveur et/ou de conseiller
mois 35 pour la banque de ressources

Formations

Des modules adaptés aux publics (conseillers ou étudiants). A préciser en fonction de la réalisation de la banque de ressources évoquée ci-dessus,

Séminaire " Elevage de demain et durabilité sociale".

Public cible : Les acteurs Développement - Recherche - Formation, les professionnels de l'élevage et les décideurs.

Contenu : Pour présenter des indicateurs objectifs et aussi subjectifs de la vivabilité des exploitations d'élevage dans des territoires contrastés. Des propositions concernant une meilleure mobilité professionnelle (entrer et aussi sortir plus facilement dans la profession) contribueront à accroître l'attractivité des métiers de l'élevage.

Echéance : mois 33

Autres modes de valorisation

Les acquis de ce projet et les perspectives à construire pourront être partagés :

- avec les responsables des programmes d'appui technique (Office, Maîtres d'œuvre régionaux) pour envisager la prise en compte des critères sociaux dans la définition des profils d'éleveurs et des suivis à réaliser ;
- avec les directions scientifiques des instituts regroupés à l'Acta. Ils constitueront une suite à la discussion d'octobre 2012 sur leurs besoins en sciences humaines et sociales.
- avec les groupes de travail du GIS Elevage Demain.
- avec des économistes et aussi des écologues pour mieux intégrer les contributions sociales des exploitations d'élevage dans la durabilité des territoires.

3. Suites du projet

Les suites du projet pourraient concerner

- *la méthodologie :*
 - ✓ tester ces démarches dans des exploitations en production végétale,
 - ✓ proposer d'intégrer nos indicateurs dans les méthodes classiques d'évaluation de la contribution d'une exploitation agricole au développement durable,
 - ✓ faire un effort particulier dans ce sens en direction de l'enseignement agricole,
 - ✓ enrichir les typologies de référentiels et d'appui technique construites jusqu'alors quasi exclusivement avec des données structurelles et de fonctionnement technique.
- *le développement local*
 - ✓ proposer un appui pour une meilleure prise en compte de la dimension sociale aux porteurs de projets de développement territorial
- *les dispositifs régionaux d'accompagnement du travail en élevage*
 - ✓ renforcer la légitimité technique et scientifique ainsi que la reconnaissance professionnelle et politique des dispositifs d'appui et d'aides financières aux éleveurs (cf programmes en PAQVEL en Aquitaine et VIP en Picardie).

V - EVALUATION

Moyens permettant d'évaluer les résultats de l'application de la recherche (critères mesurables si possible)

Les résultats de cette opération de recherche-développement, doivent être évalués sur la base de critères scientifiques et opérationnels.

- *Indicateurs scientifiques*
 - ✓ publications dans les revues à comité de lecture (ce type de synthèse peut être poursuivi au-delà de la date de clôture administrative du projet),
 - ✓ exposés dans des colloques ou congrès tels que 3R (Rencontres Recherches Ruminants), IFSA (International Farming Systems Association), EAAP (European Association for Animal Production).
- *Indicateurs opérationnels*
 - ✓ articles dans les revues professionnelles nationales et locales,
 - ✓ intervention lors de séminaires ou conseils d'administration d'organisations professionnelles techniques (Instituts) ou syndicales (Fédérations de l'élevage) ainsi qu'à des réunions scientifiques (ACTA, Gis Elevage Demain),
 - ✓ sessions de formations des conseillers à l'approche sociale,
 - ✓ interventions auprès d'élèves de l'enseignement secondaire et supérieur.

Afin d'estimer l'avancement du projet, nous avons également identifié des jalons temporels (voir diagramme de Gantt) et de réalisation (date et nombre de participants) :

- ✓ réunions préparatoires aux enquêtes,
- ✓ réalisation des enquêtes auprès des éleveurs et des acteurs des territoires,
- ✓ organisation des séminaires,
- ✓ réunions de restitution sur les quatre terrains,
- ✓ réunions de l'équipe scientifique et de la cellule d'animation,
- ✓ réunions du comité d'orientation.

VI - COMPTE PREVISIONNEL DE REALISATION DU PROJET

1. Compte prévisionnel détaillé

Désignation des partenaires par catégorie	Coût total (€)	Temps Techniciens Ingénieurs et chercheurs (mois)	Aide sollicitée CAS DAR (€)	Autres concours financiers publics et privés obtenus ou en cours (€)	Autofinancement (dont produits de prestations ou de ventes liées au projet) (€)
Pilotage du projet (Institut de l'Elevage)	63 900	6.00	48 564	0	15 336
Missions confiées à un ou plusieurs ITA (Institut de l'Elevage, ITAVI, ACTA)	175 370	16.47	133 281	0	42 089
Missions confiées à un ou plusieurs organismes de recherche publique (Inra – UMR Métafort et Selmet) - Salaires publics - Autres dépenses	42 500 5 100	5.67	5 100	0 0	42 500 0
Missions confiées à un ou plusieurs établissements d'enseignement technique ou supérieur (VetAgro Sup – UMR Métafort) - Salaires publics - Autres dépenses	28 500 3 420	3.80	3 420	0 0	28 500 0
Missions confiées à un établissement d'enseignement privé (ISARA Lyon)	9 900	1.00	7 524	0	2 376
Missions confiées à un ou plusieurs organismes de développement agricole (CA 72, CA 63, CA 08)	63 660	7.40	48 382	0	15 278
Missions confiées à d'autres organismes (associations, entreprises privées...) (Oxymore Elan Créateur)	12 000	1.00	12 000	0	0
Frais généraux (communication, experts, stagiaires...)	41 000		41 000	0	0
Total hors salaires publics	374 350	31.87	299 271	0	75 079
Total des salaires publics	71 000	9.47	0	0	71 000
Total général	445 350	41.33	299 271	0	146 079

2. Tableau récapitulatif par action

Titre des actions	ACTION 1 Elaboration de la méthode	ACTION 2 Enquêtes dans les territoires	ACTION 3 Analyses inter-terrains	ACTION 4 Valorisation et diffusion	TOTAL général
Coût total (€)	80 430	131 310	106 970	126 640	445 350
<i>Dont total hors salaire public (€)</i>	<i>64 430</i>	<i>115 810</i>	<i>90 470</i>	<i>103 640</i>	<i>374 350</i>
<i>Dont total salaire public (€)</i>	<i>16 000</i>	<i>15 500</i>	<i>16 500</i>	<i>23 000</i>	<i>71 000</i>
Aide sollicitée CAS DAR (€)	51 084	90 694	73 528	83 965	299 271
Autre concours financier (€)	0	0	0	0	0
Autofinancement hors établissements publics (€)	13 346	25 116	16 942	19 675	75 079
Autofinancement y compris salaires publics (€)	29 346	40 616	33 442	42 675	146 079

3. Tableau récapitulatif par partenaire

Nom des partenaires	Institut de l'Elevage	ITAVI	ACTA	Inra ⁽²⁾	VetAgro Sup ⁽²⁾	ISARA Lyon	InterAfocg	CA 72	CA 63	CA 08	Oxymore Elan Créateur	TOTAL général
Coût total (€)	251 870 ⁽¹⁾	17 750	10 650	47 600	31 920	9 900	9 900	33 600	10 080	10 080	12 000	445 350
<i>Total hors salaires publics (€)</i>	<i>251 870</i>	<i>17 750</i>	<i>10 650</i>	<i>5 100</i>	<i>3 420</i>	<i>9 900</i>	<i>9 900</i>	<i>33 600</i>	<i>10 080</i>	<i>10 080</i>	<i>12 000</i>	<i>374 350</i>
<i>Total salaires publics (€)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>42 500</i>	<i>28 500</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>71 000</i>
Aide sollicitée CAS DAR (€)	201 261	13 490	8 094	5 100	3 420	7 524	7 524	25 536	7 661	7 661	12 000	299 271
Autres concours financiers (€)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autofinancement hors salaires publics (€)	50 609	4 260	2 556			2 376	2 376	8 064	2 419	2 419	0	75 079
Autofinancement y compris salaires publics (€)	50 609	4 260	2 556	42 500	28 500	2 376	2 376	8 064	2 419	2 419	0	146 079

⁽¹⁾Les frais généraux (communication, séminaire, stagiaire, expert...), d'un montant de 41 000 €, sont affectés au partenaire Institut de l'Elevage, pilote du projet.

⁽²⁾Le financement des partenaires publics (recherche et enseignement supérieur) a été présenté par organisme (Inra et VetAgro Sup). Il correspond aux lettres d'engagement Inra (UMR Selmet – 1 500 €) et UMR Métafort (7 020 €).

Annexe A

Caractéristiques des 4 territoires retenus dans le projet

Territoire (Dpt)	zonage Institut de l'Elevage	Démographie-urbanisation	Activités	Agriculture	Elevage	Filières	Dynamiques
Livradois-Forez (63)	Montagne humide	Faible densité 34 hab. / km². Pas de grandes villes. Eloigné des grands axes de communication et grands bassins de consommation.	Essentiellement agricoles et forestières avec industrie en perte de vitesse. Elevage dominant. Pluriactivité encore importante (28%).	Sol pauvre, foncier hétérogène et éclaté. Prairies permanentes et donc élevage dominant.	Essentiellement bovin (lait viande et mixte) mais aussi ovin, caprin et hors sol. Petites structures (44 ha) familiales essentiellement individuelles (1,2 UTA).	3 AOP fromagères mal valorisées. En viande groupements de producteurs extérieurs au territoire et maquignons. Circuits longs majoritaires.	Restructuration des filières, contractualisation/lait. Conversions bovins lait vers bovins viande.
Argonne, crêtes pré-ardennaises (08)	Polyculture élevage à contraintes herbagères	Faible densité de population (5 hab/km² en dehors de la sous-préfecture de Vouziers). Eloignement des centres d'activité.	Essentiellement agricole. Industrie quasi inexistante dans le sud de la zone et en perte de vitesse (sidérurgie, sous-traitance automobile) dans le nord.	20 à 70% de SFP/SAU. Dans les années 60, région herbagère et laitière, puis développement continu de l'élevage allaitant et des cultures (80 q/ha). Substitution VL/VA n'est plus assurée.	Grandes structures sociétaires (Fin des GAEC père-fils). Systèmes avec fréquemment les 3 productions associées : Lait, Viande Bovine et Céréales.	Pas d'AOC sur la zone. Les grands groupes laitiers assurent la collecte. Deux petits abattoirs de proximité. Développement récent des circuits courts (viande bovine en caissette).	Restructuration des filières, contractualisation / lait. Conversions bovins lait vers bovins viande. Concurrence fortes entre productions animales et végétales.
Belinois, vallée de la Sarthe et région mancelle (72)	Mixité élevages et cultures	Région périurbaine avec une densité de 140 hab/km² (Le Mans : 146.000 habitants) avec des axes autoroutiers. Forte pression de l'urbanisation (lotissements, zone d'activité commerciale).	Forte présence du tertiaire. Industries agricoles (couver, aliments du bétail, stockeurs de céréales) et agroalimentaires (laiteries, charcuteries, conditionnement des œufs).	Entre le bassin parisien et le massif armoricain, une grande diversité de terrains : sable, limons plus ou moins battants).	Elevage bovin lait et viande dominant. Les ateliers avicole et porcin ont permis un développement des exploitations bovines limitées en surface 75 ha vs 90 ha pour les élevages bovins spécialisés). Une exploitation sur 4 possède un atelier avicole.	Filières organisées pour toutes les espèces animales (bovins viande, bovins lait, volailles, œufs et porcs). Circuits longs majoritaires, qui n'excluent pas la vente directe en périphérie des villes et l'approvisionnement pour les cantines scolaires. Filières label rouge (Poulets de Loué, bœuf Fermier du Maine, Label Rouge Opale et Porc Fermier) et à forte identité géographique (rillettes).	Recul du nombre d'exploitations laitières tout en conservant le volume total produit. Maintien des exploitations mixtes avec volailles, plus difficilement avec le porc du fait du contexte économique tendu
Cévennes (30,48)	Zones pastorales sud-est	Très faible densité de population, 20 hab à 10 ha /km² selon les secteurs, même si léger regain.	Agriculture. Très petites entreprises, donc peu d'emplois salariés sur place en dehors des services publics et du tourisme essentiellement "vert". Part significative de salariés dans les pôles urbains voisins. Forte proportion de retraités.	Vallées souvent encaissées, sécheresse estivale marquée, importance des parcours (landes, bois, pelouses d'estive) et faiblesse des terres cultivables (fonds de vallée, terrasses). Développement de l'ignon doux sur terrasses en irrigué, mais primauté "spatiale" de l'élevage.	Grande majorité d'exploitations de type polyculture-élevage ou spécialisées élevage (ovins et caprins), souvent très pastorales pour les ovins viande, plus diverses pour les caprins. Forte proportion de petits élevages.	Forte diversité de produits agneaux: des légers à destination de l'engraissement pour le Rayon de Roquefort aux agneaux âgés et lourds pour l'Aïd, en passant par l'agneau standard. Importance des circuits courts et de la vente directe. En caprins: des fromagers fermiers dont certains en AOP "Pélardon", avec des troupes de 40-60 chèvres et des caprins laitiers (plutôt autour de 80 chèvres), livreurs à une coopérative artisanale qui fabrique du Pélardon.	Des problèmes de reprise, à cause du travail, notamment dans la filière caprine, surtout pour les livreurs de lait. En ovin viande des débats entre circuits courts/ circuits longs, agneaux légers/ agneaux finis, part des aides / part des ventes dans le revenu, contraintes du gardiennage.

Attentes des 4 territoires vis-à-vis des contributions de l'élevage

Territoire (Dpt)	Vitalité rurale	Vitalité agri-économique	Vitalité agricole
Livradois-Forez (63)	Préserver l'ouverture du paysage (la forêt couvre 50% du territoire).	Maintenir les volumes de production pour garantir le maintien des outils de transformation	Maintien du nombre de familles d'agriculteurs. Succession préoccupantes pour les exploitations en association, les plus grandes, donc les plus difficiles à transmettre.
Argonne, crêtes pré-ardennaises (08)	Densité de population faible avec les problèmes propres à ces zones (emploi féminin, établissements scolaires, commerces, célibat des JA...).	Problème du maintien de la valeur ajoutée agricole en raison du défaut de main-d'œuvre.	Limiter la perte d'actifs. Transmission d'exploitation difficile en raison de la taille et difficulté d'accès au foncier hors cadre familial (statut du fermage).
Belinois, vallée de la Sarthe et région mancelle (72)	Développement de la vente directe ou via les collectivités locales. Développement de l'agritourisme.	Deux usines de fabrication d'aliment du bétail, 2 laiteries de renom, un couvoir de poussins. Siège social du numéro un de la filière avicole française.	Maintien des installations. La filière avicole "Loué" étant sécurisée, toute exploitation retrouve un ou des repreneurs. Parfois controverse sociétale sur certains projets porcins.
Cévennes (30,48)	Maintenir une population agricole pour maintenir la vie rurale, préserver les élevages pastoraux pour l'ouverture des milieux, la biodiversité et l'image du territoire (Cf. Unesco). Pour le Parc des Cévennes le modèle idéal : de petites exploitations en circuits courts, bio, pastorales, avec activité de transformation	Préserver la place des filières longues organisées dont le rôle est important tout en développant les circuits courts, améliorer la productivité des élevages pour leur rôle économique et la valeur ajoutée du territoire	Forte vitalité de l'ignon doux des Cévennes (AOP). Problèmes de la concurrence sur le bâti (résidences secondaires) au moment des reprises, et sur les surfaces cultivables. Des tentatives d'organisations pour du circuit court "collectif"

Annexe 1 : Bibliographie

Agreste Primeur N° 266, septembre 2011.

Agreste Primeur N° 295, décembre 2012.

Allaire G., Dupeuble T., 2004. Des concepts aux indicateurs du développement durable : multidimensionnalité et responsabilisation, Développement durable et territoire, Varia, vol. 2004, n° 1, 9 p.

Barjolle D., Allaire G., Tisenkopfs T., 2008. Empirical evidence on rural development impacts, SINER-GI, Final Conference, Geneva, June 23-24.

Bischoff O., Balard J., Pin A., Chauvat S., Dumonthier P., Serviere G., Dedieu B., 2008. L'organisation du travail en élevage. Enseigner la méthode Bilan Travail. Supagro Florac/INRA, Institut de l'Elevage, Educagri Editions, Dijon, France, 154 p.

Bonneau et al, 2013. Un outil d'évaluation de la durabilité des systèmes d'élevage de porcs ; Journées Recherche Porcine.

Chauvat S., Servière G., Tchakérian E., Cournut S., 2013. Des élevages ovin viande performants sur économie et travail : points clés et conception du métier. Institut de l'Elevage, 15 p.

Chia E., Rey-Valette H., Lazard J., Clément O., Mathé S., 2009. Evaluer la durabilité des systèmes et des territoires aquacoles : proposition méthodologique, Cahiers Agricultures, vol. 18, n° 2-3, 211-219.

Confédération Nationale de l'Elevage, 2012. Une ambition et un projet pour l'élevage français, 92 p.

Cournut S., Chauvat S., 2012. L'organisation du travail en exploitation d'élevage : analyse de 630 Bilans Travail réalisés dans huit filières animales. In : Numéro spécial, Travail en élevage. (Eds). INRA Prod. Anim., 25, 101-112.

Cournut S., Servière G., Dedieu B., Hostiou N., Chauvat S., 2010. L'organisation du travail en exploitations familiales d'élevage. Enseignements d'une analyse comparée conduite en France, en Amazonie, au Vietnam, en Argentine et en Uruguay. In Beguin P. et Dedieu B. (Eds), Le travail en agriculture et les sciences pour l'action.

Couzy C., Dockes A.C., 2008. Are farmers businesspeople? Highlighting transformations in the profession of farmers in France; Int. J. Entrepreneurship and Small Business, Vol. 6, No. 3, 407-420.

Darré J.P., 1999. La production de connaissances pour l'action. Arguments contre le racisme de l'intelligence. Edition MNSH, Paris, 244 p.

Dedieu B., Chauvat S., Servière G., Tchakérian E., 2000. Bilan travail pour l'étude du fonctionnement des exploitations d'élevage. Institut de l'Elevage, nombre de pages ?

Dedieu B., Servière G., 2012. Vingt ans de recherche - développement sur le travail en élevage : acquis et perspectives. INRA Prod. Anim., 25, 85-100.

Deverre C., Lamine C., 2009. Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue des travaux anglophones en sciences sociales. Economie Rurale.

FAO, 2012 Sustainability Assessment of Food and Agriculture Systems (SAFA) Guidelines, 104 p

Filloneau G., 2012. Du déclassement professionnel à la désaffection pour le métier. Le cas des producteurs laitiers du marais poitevin. Revue d'études en agriculture et environnement. Vol 93.

Fiorelli C., Mouret S., Porcher J., 2012. Les rationalités du travail avec les animaux d'élevage : produire, vivre ensemble et se construire. In : Numéro spécial, Travail en élevage. INRA Prod. Anim., 25, 181-192.

FnCuma, 2012 Coopération agricole de production, 20 p.

Grenz J., Schneider F., 2012. RISE : making sustainable development measurable and tangible at the farm level. Document de travail , 18 p

Guillaumin A., Dockès A.C., Palazon R., 2009. La contribution des exploitations d'élevage au développement durable : état des lieux des méthodes d'évaluation et résultats. Renc. Rech. Ruminants.

- Guillaumin A., Dockès A.C., Tchakérian E., Daridan D., Gallot S., Hennion B., Lasnier A., Perrot C., 2008. La multifonctionnalité de l'agriculture : contrainte ou opportunité pour les agriculteurs ? *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n°56.
- Guillaumin, A., Hopquin, J.P., Desvignes, P., Vinatier, J.M., 2007. Des indicateurs pour caractériser la participation des exploitations agricoles d'un territoire au développement durable, *Recommandations pour la mise en oeuvre*, OTPA.
- Holling C.S., Berkes F., Folke C., 1998. Science, sustainability and resource management. In: Berkes F.
- Holling, C. S., 2001. Understanding the Complexity of Economic, Ecological, and Social Systems, *Ecosystems* 4, 390-405.
- InterAFOCG, 2011. Crise et créativité en milieu agricole: entre risque et opportunité. Educagri Editions, Dijon.
- Institut de l'Elevage, 2013. L'année économique viande bovine 2012, Perspectives 2013.
- Lazzeri Y. Les indicateurs territoriaux de développement durable. Questionnements et expériences. Paris : L'Harmattan, 2006.
- Lebacqz T., Baret P.V., Stilmant D., 2012. Sustainability indicators for livestock farming. A review. *Agronomy for sustainable agriculture*. DOI 10.1007/s13593-012-0121-x.
- Lemery B., 2003. Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture. *Sociologie du travail*, 45.
- Lémery B., Ingrand B., Dedieu B., Degrange B. 2005. Agir en situation d'incertitude : le cas des éleveurs de bovins allaitants, *Economie Rurale*, 288, 57-69.
- Lokhorst C., Koerkamp G., 2009. Precision livestock farming '09. Wageningen. University press, 368p, Lokhorst C.
- Peschard D., Galan M.B., Boizard H., 2004. Tools for evaluating the environmental impact of agricultural practices at the farm level: analysis of 5 agrienvironmental methods, in: OECD, expert meeting on farm management indicators for agriculture and the environment - New Zealand, march 8-12, 2004, 17 p.
- Peyraud J.L., Baumont R. (coord), 2010. Programme coopératif de recherche et développement sur les Systèmes de Production Animale à Hautes Performances Economiques et Environnementales (GIS Elevages demain). Doc INRA.
- Rault G., 2005. Approche sociologique du travail en élevage et questions sur le conseil agricole. Actes du Séminaire AFPF.
- Rischawy J., 2013. Faisceaux de service rendus par l'élevage, *Gis Elevage Demain*, note de travail, 12 p.
- Rosnoblet J., Girardin P., Weinzaepflen E., Bockstaller C., 2006. Analysis of 15 years of agricultural sustainability evaluation methods, document de travail n°2 du projet IMPACT.
- Rubino R., Sepe L., Dimitriadou A., Gibon A., 2006. Livestock farming systems: Product quality based on local resources leading to improved sustainability. Wageningen, Wageningen Academic Publishers.
- Saillies S., Poisson M., 2011. Des collectifs de producteurs qui interpellent. *Terroir Rhône-Alpes*.
- Terrier T., Gasselin P., Le Blanc J., 2010. Evaluer la durabilité des systèmes d'activités des ménages agricoles pour accompagner les projets d'installation en agriculture. *La Méthode EDAMA, Innovation et Développement Durable*.
- Van Calster K.J., Berentsen P.B.M., De Boer I.J.M., Giesen G.W.J., Huirne R.B.M., 2007. Modelling worker physical health and societal sustainability at farm level: An application to conventional and organic dairy farming. *Agricultural Systems* 94, 205–219.
- Vilain L., Boisset K., Girardin P., Guillaumin A., Mouchet C., Viaud P., Zahm F., 2008. La méthode IDEA Indicateurs de durabilité des exploitations agricoles, 3ème édition, Educagri.

Les lettres d'engagement des dix partenaires associés au projet sont réunies dans un autre fichier

Gérard SERVIÈRE
Ingénieur en agriculture
57 ans

Institut de l'Elevage
Cité régionale de l'agriculture
9, allée Pierre de Fermat
63170 Aubière
Tél. 04 73 28 52 23
mel : gerard.serviere@idele.fr

Activités professionnelles

1991 - 2013 **Institut de l'Elevage** – responsable de projet au Département Métiers et Sociétés

Travail en Elevage

- Animateur du Réseau Mixte Technologique Travail en élevage depuis 2007
- Responsable de l'AAP Casdar "Réseau thématique & opérations pilotes pour l'amélioration des conditions de travail en élevage" (2006-2008)
- Comité de pilotage pour l'AAP CasDar "Organisation, productivité du travail et sens du métier dans des élevages innovants" (2011-2013)

Réseaux d'élevage et Appui technique ovin en Auvergne et Bourgogne

- Références systèmes (cas types : ovins spécialisés et mixtes), animation d'équipes techniques
- Synthèses des Bases régionales de données d'appui technique ovin
- Actions techniques et de diffusion pour la Reconquête ovine

Actions recherche ANR

- Correspondant de l'Institut de l'Elevage pour les programmes pilotés par l'INRA
 - Trans "Transformation de l'élevage et dynamique des espaces" (2005-2008)
 - Mouve "Les interactions Elevage et Territoire dans la mise en mouvement de l'intensification écologiques" (2011-2014)

1984 - 1991 **Institut de l'Elevage Ovin et Caprin** – Ingénieur régional Réseau d'élevage Auvergne

1979 - 1983 **France Agnelle - Union de coopératives ovines** - animateur régional en Auvergne et Limousin

Compétences spécifiques pour le projet

- Approches pluridisciplinaires et expertise technique sur le travail et les systèmes d'élevage dans leurs filières et leurs territoires.
- Coordination, animation et valorisation de projets pluri partenariaux R-F-D : susciter de nouvelles initiatives, créer des synergies (entre métiers, entre filières), gestion institutionnelle, relationnelle, technique et financière des réalisations.
- Communication : Rencontres nationales travail en élevage des acteurs du développement, de la recherche et de la formation en 1996, 2004, 2009

Publications sur le thème

Chauvat S., **Servière G.**, Tchakérian E., Cournut S., 2013. Des élevages ovin viande performants sur économie et travail : points clés et conception du métier. Institut de l'Elevage, 15 p.

Dedieu B., **Servière G.**, 2012. Vingt ans de recherche - développement sur le travail en élevage : acquis et perspectives. In : Numéro spécial, Travail en élevage. INRA Productions Animales

Dedieu B., **Servière G.**, 2011. The models of work in approaches to livestock farming systems In Options méditerranéennes N°100

Cournut S., **Servière G.**, Hostiou N., Chauvat S., Dedieu B., **2010**. L'organisation du travail en exploitations familiales d'élevage. Enseignements d'une analyse comparée conduite en France, en Amérique latine et au Vietnam. Cah. Agric., 19,

Kling-Eveillard F., Chauvat S., Dedieu B., **Servière G.**, Sabatté N. **2010**. The "Work on livestock farms" network (WLFN) : building a new domain of learning and intervention. 9th European IFSA Symposium

Balard J., Bischoff O., Pin A. (SupAgro Florac), Chauvat S., Dumonthier P., **Servière G.** Dedieu B, 2008. L'organisation du travail en élevage – Enseigner la méthode Bilan Travail. Educagri Editions. Collection Approches.158 pages.